

Salaires, assurance chômage, retraites: les syndicats donnent de la voix

Paris, 5 oct. 2021 (AFP) -

Salariés, chômeurs, étudiants et retraités ont manifesté mardi dans toute la France pour exiger des "réponses urgentes", notamment sur la question des salaires, et pour remettre les questions sociales au coeur du débat, à un peu plus de six mois de la présidentielle.

Plus de 160.000 personnes ont manifesté à travers toute la France dans près de 200 rassemblements, selon la CGT, 85.400 selon le ministère de l'Intérieur.

A Paris, plusieurs milliers de personnes, - 25.000 selon la CGT, 6.400 selon Beauvau - sous forte présence policière, se sont élancées peu après 14H00 de la place de la République vers Opéra, où le cortège s'est dispersé vers 16H30 sans incident, ont constaté des journalistes de l'AFP. La banderole de tête proclamait: "retraites, salaires, services publics, assurance chômage, non à la régression sociale, non au pass sanitaire comme outil de répression".

"Jeunes actifs, chômeurs et retraités, c'est tous ensemble qu'il faut lutter. Jeunes actifs, chômeurs et retraités, c'est tous ensemble qu'on va gagner", clamaient les manifestants.

"On ne va pas attendre le lendemain de l'élection présidentielle pour augmenter les salaires", a résumé avant le départ le leader de la CGT, Philippe Martinez, qui avait réclamé la veille des "réponses urgentes". "Il y a un problème de salaires dans ce pays", a-t-il insisté, rappelant que son syndicat réclamait une hausse de 20% du Smic.

La question des salaires, "les augmentations de prix qui sont venues accentuer la pression sur le pouvoir d'achat montrent à quel point elle est centrale", a relevé de son côté Yves Veyrier, secrétaire général de Force ouvrière, réclamant une "revalorisation urgente de tous ces métiers scotchés au Smic" et disant s'adresser "autant à ceux qui nous gouvernent qu'à ceux et celles qui aspirent à nous gouverner demain".

"On revendique un Smic à 1.700 euros net et une augmentation des pensions pour qu'il n'y ait pas de pension de retraite au-dessous" du Smic, a résumé le co-délégué général de l'union syndicale Solidaires Simon Duteil.

A Marseille, le cortège a rassemblé plusieurs milliers de personnes en fin de matinée, 3.500 selon la préfecture de police. A Lyon, la police a décompté 2.300 participants (6.000 selon la CGT). Ils étaient 2.400 à 5.000 selon les sources à Toulouse, 1.550 à 4.000 à Bordeaux, 2.400 à 3.500 à Nantes.

L'appel à la grève qui accompagnait cette journée de manifestations était cependant assez peu suivi dans les transports, la SNCF ayant prévu un trafic "normal" pour les TGV, et "quasi normal" pour les TER, hormis des perturbations en Normandie. À la RATP, le trafic était normal sur les réseaux métro, RER (A et B) et tramway, sauf le tramway T3 A, "très perturbé".

Dans l'Education nationale, le ministère signalait en milieu de journée 4,06% de grévistes en moyenne parmi les enseignants.

- "Petits salaires" -

Les syndicats CGT, FO, Solidaires, FSU, ainsi que les organisations de jeunesse Fidl, MNL, Unef et l'UNL, avaient appelé à cette journée interprofessionnelle de grève et de manifestation le 30 août.

Outre la revalorisation du Smic, ils ont souligné dans un texte commun "l'urgence de revaloriser les grilles de classification des branches professionnelles", mais aussi "le point d'indice de la fonction publique, les pensions, les minima sociaux et les bourses d'étude".

A Marseille, les revendications salariales étaient largement mises en avant par les manifestants, parmi lesquels les employés du secteur médical ou médico-social étaient nombreux. A Lille, où beaucoup de soignants étaient également présents, de même que des fonctionnaires territoriaux, des salariés du privé, notamment de Carrefour ou Dalkia, étaient aussi descendus dans la rue.

Selon Ahamada Adjibou, éducateur de personnes handicapées et délégué FO rencontré à Marseille, "plus personne ne veut venir travailler dans l'associatif médico-social, vu les petits salaires (1.800 euros net pour un éducateur



avec 10 ans d'expérience). Résultat: on prend des intérimaires, ce qui est désastreux pour les patients suivis qui ont besoin de continuité".

Partout en France, les rangs des manifestants étaient grossis par les opposants à la réforme de l'assurance chômage, entrée en vigueur vendredi, et qui aboutit à réduire les indemnités des chômeurs "permittents", enchaînant contrats courts et périodes de chômage.

L'ensemble des syndicats devraient déposer des recours contre la réforme cette semaine, et notamment le premier d'entre eux, la CFDT, qui n'a cessé de la dénoncer mais ne s'est pas jointe aux manifestants mardi.

Autre point de vigilance, la question des retraites, qui continue de planer sur la fin de mandat d'Emmanuel Macron et sera un sujet incontournable de la campagne présidentielle.

A Rennes, Michèle, 64 ans, infirmière à la retraite, a dit espérer une "révolution". Elle est venue pour "montrer (son) mécontentement par rapport à tout ce que Macron prépare sur le pouvoir d'achat, les retraites, la situation des étudiants".

sl-far-nk-burs/bfa/mpm

CARREFOUR

Afp le 05 oct. 21 à 19 40.

